

Cirque politique et jeu d'équilibriste: Obama doit dompter l'opposition

Par Catherine Croisier, chercheur au Centre d'Études Transatlantiques et professeur permanent à l'ESC Dijon.

2 septembre 2009

La rentrée politique 2009 sera vécue comme un tournant important pour l'administration Obama. L'intermède estival semble avoir sonné le glas de la confiance jusqu'alors élevée que les américains fondaient en leur nouveau gouvernement et l'inquiétude liée à la crise continue de résonner comme un appel à la prudence pour les démocrates à Washington. Au bout de huit mois de présidence il est certes encore un peu tôt pour avancer avec exactitude dans quelle mesure la politique de relance du gouvernement aura porté ses fruits. Pour autant, la cote de popularité en baisse du locataire de la Maison-Blanche indique que malgré les efforts déployés par l'administration démocrate, la population américaine perd peu à peu, sinon l'espoir qu'elle avait placé dans son nouveau président, mais tout du moins son enthousiasme et aborde l'avenir avec toujours davantage d'inquiétude.

Les mesures gouvernementales pour faire face à la crise n'ont pas manqué. Avec le plan de relance de l'économie de 787 milliards de dollars, s'est déclinée une myriade de programmes fédéraux visant à relancer la croissance, assurer un seuil minimal de protection sociale (notamment auprès des chômeurs et de ceux à qui la crise avait fait perdre leur logement), et assurer le sauvetage des banques et de l'industrie automobile américaine.

Malgré le scepticisme de nombreux économistes américains- ils étaient une cinquantaine en mars dernier à critiquer la politique économique du gouvernement, parmi lesquels le prix Nobel d'économie Paul Krugman – un certain nombre de résultats tangibles sont venus rasséréner Wall Street et les experts. L'économie américaine continue de tourner au ralenti mais semble amorcer un rebond et un nombre croissant de spécialistes semble désormais s'accorder sur les premiers succès politiques menées par l'administration afin de lutter contre la crise. L'éventualité d'un nouveau plan de relance, évoquée il y a quelques semaines par Laura Tyson, conseillère économique du président américain semble avoir perdu de sa pertinence. Parallèlement cependant, le degré de patience et de satisfaction des citoyens américains tend de son côté à opérer la courbe inverse.

Malgré le déploiement de mesures en faveur de la consommation comme la prime à la casse ou l'aide publique aux propriétaires immobiliers en difficulté, les ménages américains tardent à noter les effets bénéfiques des mesures gouvernementales sur l'emploi et leur pouvoir d'achat et sont de plus en plus nombreux à dénoncer les milliards dépensés en faveur des actions sociales, de l'industrie ou des banques quand le déficit budgétaire atteint le chiffre record de 7, 1 trillions de dollars sur la décennie à venir. Par ailleurs la prime à la casse qui aura coûté au final au contribuable américain près de 3 milliards de dollars voit les marques japonaises bénéficier de la mesure aux dépens des véhicules américains.

Barack Obama s'était engagé à relancer l'économie par une série d'investissements fédéraux – politique de grands travaux, essor de l'économie verte...- et à promouvoir davantage de responsabilité de la part du gouvernement et du monde des affaires. Mais le premier budget gouvernemental de 3 400 milliards de dollars voté en avril par les parlementaires américains n'a pas résisté à la pression que de nombreux groupes d'intérêts avait fait subir aux élus du Capitole. Au final, les promesses du président américain d'assainir les dépenses gouvernementales et de s'attaquer à l'influence des lobbies sont

parfois apparues comme vaines auprès des citoyens américains, même si elles ont eu quelques effets. En conséquence, un nombre croissant d'Américains accueillent aujourd'hui toute annonce de nouveau programme fédéral, avec en premier lieu celui de la réforme du système de santé, avec beaucoup de méfiance et de scepticisme.

En accédant à la Maison-Blanche, Obama avait hérité d'un pays lourdement touché par la crise. En 2008, près de 1,4 millions d'Américains ont perdu leur logement. Depuis le début de l'année, avec un taux de chômage atteignant en les 9,4%, les difficultés de remboursements d'emprunt ont conduit 1,53 millions de propriétaires à la perte de leurs biens en 2009. Malgré l'accroissement de la précarité, qui touche non seulement l'emploi, le logement mais également la couverture santé, souvent liée à la possession d'un emploi, de moins en moins d'Américains se disent prêts à laisser filer le déficit budgétaire pour venir en aide aux plus démunis. Une proportion grandissante d'Américains est dans le même temps prête à renoncer à de nouveaux acquis sociaux dont elle pourrait tirer personnellement avantage afin de ne pas aggraver les déficits.

L'impact de la crise économique sur le moral des ménages se révèle étonnamment plus important aujourd'hui au moment même où les effets de la crise tendent à se dissiper. Ces derniers mois, malgré les effets de certains programmes fédéraux pour stimuler la consommation, les ménages américains ont dans une grande majorité suspendu leurs achats et privilégié l'épargne dont le taux a atteint des records inédits depuis une quinzaine d'années. Cette frilosité des consommateurs détonne encore davantage avec les largesses de l'État fédéral perçues aujourd'hui comme une fuite en avant des dépenses.

Si les propos d'Obama et de son secrétaire au Trésor Tim Geithner se veulent apaisants, l'opposition républicaine jusqu'alors engourdie par sa défaite aux élections de novembre et le ventre fort de l'électorat composé des indépendants et des démocrates économiquement conservateurs, les "Blue Dogs", se rejoignent désormais en chœur pour mettre le holà à cette prodigalité de dépenses.

Depuis son accession au pouvoir, Obama a joué le rôle de médiateur face à ces différents courants de pensée politique. Ayant martelé lors de ses discours qu'il n'y avait pas "une Amérique bleue ou une Amérique rouge mais des États-Unis d'Amérique", Obama s'est voulu le réconciliateur d'une nation divisée en tendant la main aux républicains dont certains ont rejoint le cabinet présidentiel et accepté de rejoindre des commissions bipartisans. Les plus progressistes de l'électorat démocrate se sont insurgés contre qu'ils ont perçu comme une trahison de la part du candidat qu'ils avaient soutenu en novembre dernier. Les plus centristes du parti démocrate se sont de leur côté élevés contre les mesures sociales et l'aide massive aux banques et industries américaines qui ont contribué à alourdir le déficit budgétaire américain et la dette publique. Les républicains quant à eux se sont nourris des angoisses des contribuables pour attiser les craintes et dénoncer la dispersion d'une Amérique vivant au-dessus de ses moyens. Tout au long du mois d'août, les commentateurs des rangs conservateurs se sont déchaînés contre le gouvernement, appelant à la destruction du programme Obama et incitant les foules à invectiver leurs élus durant les réunions municipales d'informations et de débats sur la réforme du système de santé.

Durant ses huit premiers mois de présidence, Barack Obama a choisi de jouer la carte du dialogue et du compromis, tendant la main à l'opposition républicaine malgré une majorité relativement confortable au Congrès qui aurait pu l'en dispenser. Les attaques parfois

perfidés dont les conservateurs ont usé dernièrement contre l'administration et les parlementaires démocrates, motivées par l'espoir de regagner des sièges lors des élections de mi-mandat l'année prochaine et une volonté de saper le leadership présidentiel en ces temps de réformes rendent désormais les perspectives de consensus très difficiles. L'attitude pragmatique et conciliante d'Obama à l'égard de l'opposition républicaine lui a valu dans le même temps la rancœur de la base progressiste de son parti et la défection progressive de ses soutiens libéraux politiques, économiques et médiatiques.

Qu'ils soient démocrates ou républicains, les présidents américains ont pourtant de manière générale tendance à gouverner au centre. Bill Clinton, avec sa politique de triangulation avait lui-même déçu les plus progressistes de ses électeurs. Mais la position d'équilibriste d'Obama pourrait être difficilement tenable sur le long terme. Les choix qui s'offrent au président américain ne sont pourtant guère nombreux.

Si celui-ci poursuit la voie du compromis, il s'aliénera inexorablement les voix des plus progressistes. Il aura cependant en retour une chance de voir passer ses projets de réforme au Congrès, même si les propositions de loi perdent en chemin quelque peu de leur substance. Une poursuite de la politique au centre aura pour effet d'apaiser les inquiétudes des indépendants tandis que les républicains disposeront de moins d'arguments contre les réformes en cours. Bien que certains attaquent le président américain sur sa "faiblesse" politique à l'égard de l'opposition, le passage d'une réforme telle que celle du système de santé aurait un impact retentissant sur sa présidence annihilant par là-même la majeure partie des critiques négatives.

Un passage en force de la part de l'administration et des démocrates du Congrès aurait à l'inverse de lourdes conséquences sur la poursuite du mandat présidentiel. D'une part, on peut imaginer la défection du vote d'un certain nombre de parlementaires démocrates fiscalement conservateurs, soucieux de ne pas s'aliéner leurs électeurs sur un sujet aussi brûlant à quelques mois du lancement de leur campagne législative. La réaction républicaine qui en résulterait pourrait s'avérer dangereuse pour le gouvernement, mobilisant suffisamment une population inquiète pour son avenir pour espérer reprendre la majorité au Congrès en novembre 2010. Cette hyperpolarisation de la vie politique américaine aurait pour conséquence de nouveaux blocages sur les prochaines réformes que le gouvernement entend mener, la question du climat et celle toute aussi brûlante de l'immigration, repoussée à 2010, pouvant ne jamais aboutir.

Face à l'opposition grandissante des républicains et aux grands dossiers qui attendent Barack Obama à la rentrée, le président tentera sans doute de redresser la barre en misant sur la fermeté avec l'opposition. La Maison-Blanche a tapé du poing sur la table ces derniers jours en vilipendant les sénateurs républicains Mike Enzi et Charles Grassley, tous deux membres de la commission bipartite de la chambre haute sur la réforme de santé, pour leurs propos calomnieux sur les projets en cours. Le président du changement ne pourra au final voir ses espoirs se concrétiser que par la poursuite du pragmatisme. Si les Américains sont moins divisés que leurs hommes politiques ne le suggèrent, comme l'a maintes fois souligné Obama, la lourde tâche du locataire de la Maison-Blanche sera de jongler avec toujours plus d'habileté avec le cirque politico-médiatique dont les républicains les plus conservateurs sont passés maîtres et dompter vigoureusement une opposition républicaine souvent dépourvue de solutions alternatives. Car avec la réforme du système de santé, Barack Obama navigue désormais sur une corde raide.